

69 startups s'engagent à accélérer la parité de leur conseil d'administration

Plus de 60 jeunes pousses technologiques françaises se sont engagées à augmenter le nombre de femmes siégeant au sein de leurs conseils d'administration, encore très masculins.

Temps de lecture : minute

1 juin 2022

Le "Pacte Parité" , initié début 2022 par la mission French Tech rattachée à Bercy, a été rejoint par 69 startups, dont un peu plus de la moitié du label Next40, qui regroupe les 40 jeunes entreprises jugées les plus prometteuses. Les signataires - qui comptent notamment Blablacar, Contentsquare, Doctolib ou Mirakl - , s'engagent à atteindre un seuil minimal de 20 % de femmes au conseil d'administration d'ici à 2025, et à porter ce seuil à 40 % en 2028.

Elles devront également "*former leurs managers sur les enjeux de la diversité et la lutte contre les discriminations et le harcèlement*" , rédiger leurs fiches de postes de façon inclusive ou encore désigner des femmes porte-parole. "*Il y seulement 7 femmes dirigeantes*" dans les 120 entreprises labellisées par la mission French Tech, "*et zéro dans le Next40. En tout, 14 si on prend en compte les co-fondatrices*" , regrette Clara Chappaz, directrice de la mission French Tech.

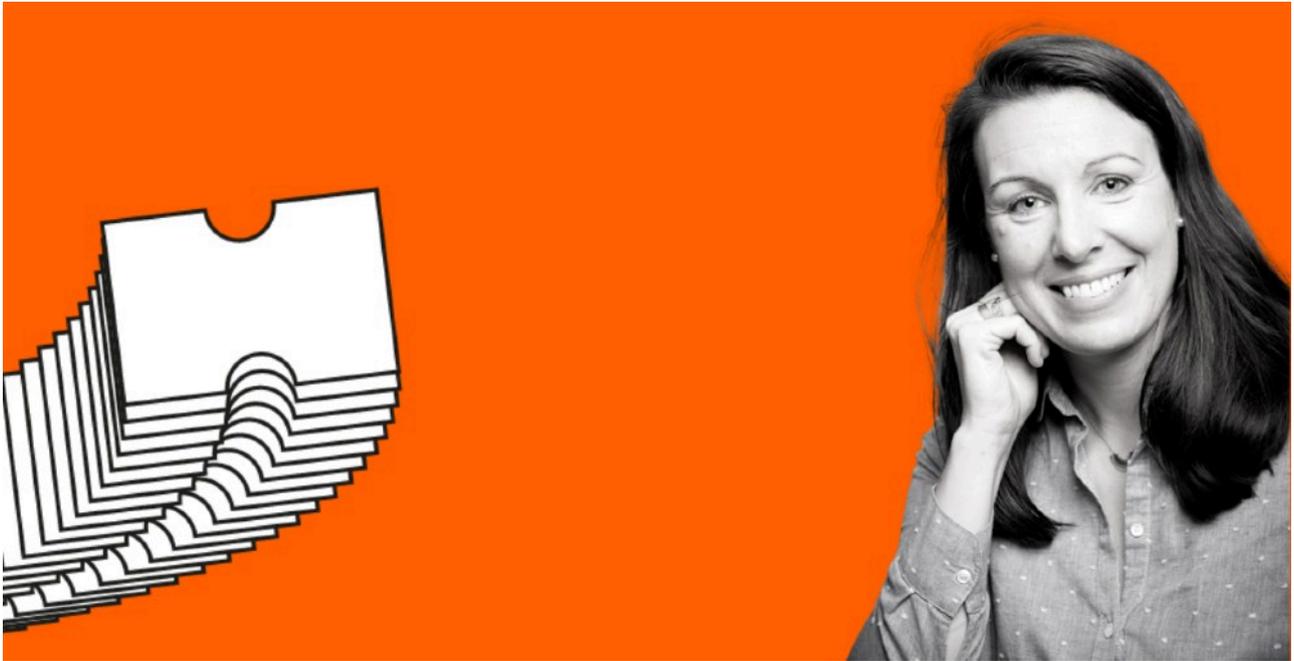
Si quelques signataires, comme Ynsect (protéines et engrais naturels) ou Alan (assurance santé), font exception en ayant nommé plusieurs administratrices indépendantes, "*la grande majorité des entrepreneurs*" qui ont participé aux ateliers de réflexion sur la parité ont reconnu avoir

un conseil d'administration exclusivement masculin, explique-t-elle.

Attirer les femmes dans la tech

Le manque de représentation des femmes dans l'écosystème numérique est un constat bien connu. Il a déjà mené à plusieurs engagements du secteur notamment pour faciliter le financement des startups fondées ou co-fondées par des femmes. Cette fois, l'objectif est de copier la loi Copé-Zimmermann, qui impose depuis 2011 la présence de 40 % de femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises. Mais le plafond de verre risque de subsister pour accéder aux comités de direction, concède Clara Chappaz, qui veut également *"travailler le problème en amont et montrer que c'est possible pour une femme de se diriger vers les métiers de la tech"*.

"On ne peut que féliciter" les entreprises qui s'engagent pour plus d'égalité, car *"on ne peut pas se satisfaire d'un numérique seulement pensé et gouverné par des hommes"*, appuient Henri d'Agrain et Peggy Vicompte, de l'initiative Femmes@Numérique. *"Mais le problème principal auquel la France est confrontée, c'est celui de l'accélération de la déféminisation des métiers techniques du numérique"*, avec pour conséquence *"un problème de compétitivité dans ces secteurs"*, poursuivent-ils.



À lire aussi

L'égalité hommes-femmes dans la tech est un objectif atteignable si on s'en donne les moyens

Article écrit par Maddyness, avec AFP